

Les exilés belges en France

Histoires oubliées

1914 -1918

Racine

Photo de couverture : © Association La Chartreuse de Neuville
Couverture : Dominique Hambye
Mise en pages : MC Compo

Toutes reproductions ou adaptations d'un extrait quelconque
de ce livre, par quelque procédé que ce soit, réservées pour tous pays.

© Éditions Racine, 2017
Tour & Taxis, Entrepôt royal
86C, avenue du Port, BP 104A • B-1000 Bruxelles
www.racine.be

D. 2017, 6852. 2
Dépôt légal : mars 2017
ISBN 978-2-39025-004-3

Imprimé aux Pays-Bas

PRÉAMBULE

« Il faut longtemps pour que resurgisse à la mémoire ce qui a été effacé. »

Patrick Modiano, *Dora Bruder*

Ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire des guerres, tout au moins dans un premier temps. Ils glorifient les combattants et leurs chefs et plus particulièrement ceux qui sont morts au combat ; mais des civils, qui en parle ?

S'agissant des Belges, il faut pourtant distinguer ceux du Dedans¹, qui ont souffert de la guerre, de l'Occupation et de ses sévices, du froid et de la faim, et ceux du Dehors² qui ont connu l'exil, l'isolement, le manque de nouvelles du pays et parfois des rejets xénophobes. Quand ils sont rentrés au pays, entre mars et juin 1919, les réfugiés belges ont été mal reçus et traités de fuyards et d'assistés. Ils se sont sentis coupables de n'avoir pas souffert avec leurs compatriotes et se sont tus.

Les célébrations du centenaire de la Grande Guerre permettent de mettre enfin la lumière sur eux, de les sortir de l'ombre et de raconter leur vie active en exil.

Ensemble, les neuf coauteurs de cet ouvrage, belges et français, universitaires ou historiens locaux, relatent ici huit histoires oubliées de réfugiés belges en France, et aussi français en Belgique, pendant ce conflit. Qu'il s'agisse de rappeler la création *ex nihilo* du complexe militaro-industriel du Havre ou la refonte de la logistique militaire, de citer l'exemple d'une usine wallonne qui, avec son patron et ses ouvriers, s'est transportée en France pour poursuivre son activité métallurgique en exil, de l'accueil de réfugiés du Westhoek par des immigrants de cette région arrivés quelques années plus tôt en Normandie, des colonies scolaires créées un peu partout en France

1 Pour reprendre la classification des Belges pendant la Grande Guerre de l'historien Henri Pirenne.

2 Idem.



Les réfugiés de la Meuse, estampe de Steinlen, 1915. Il s'agit en fait des premiers réfugiés belges accueillis en France. Coll. BDIC

pour assurer aux petits réfugiés belges la même éducation qu'au pays, des réfugiés de La Chartreuse de Neuville-sous-Montreuil et de ceux qui y sont morts, souvent des suites de la typhoïde, des traces des exilés belges en France après ce conflit et, en contrepoint, la vie de Français déportés par les Allemands en Belgique à la fin de la guerre devant l'avance alliée.

J.-P. POPELIER

Chapitre I

LA REFONTE DE L'ARMÉE BELGE ET LA CRÉATION DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL DU HAVRE

Jean-Pierre POPELIER

« Il restera... quelque chose d'ineffaçable de cette improvisation grandiose. »

Émile Vandervelde, président de l'Internationale socialiste en 1914 et ministre belge de l'Intendance civile et militaire¹

Durant la Grande Guerre, l'agglomération havraise, et en particulier la commune de Sainte-Adresse où s'était installé le gouvernement belge en exil, devint le véritable poumon industriel de la Belgique libre. La création *ex nihilo* autour du Havre d'un complexe militaire fut en effet une grande réussite de son action pendant le conflit, en s'appuyant sur une forte colonie belge de réfugiés en Normandie.

Le point des combats en Belgique à la mi-novembre 1914

La chute d'Anvers

L'armée allemande avait envahi la Belgique dès le 4 août 1914. Elle se heurta aux forts de Liège qu'elle soumit le 16, puis entra le 20 dans Bruxelles, ville ouverte. L'armée belge se replia sur Anvers dont les forts, comme ceux de Liège, avaient été conçus pour résister à des obus n'excédant pas 200 mm, or les canons lourds allemands tiraient des projectiles de 420 mm ! Par ailleurs, les Belges avaient fait la grossière erreur de commander des canons de forteresse à l'entreprise allemande Krupp qui, curieusement, ne les livra pas en temps voulu ! Un à un, les forts du Réduit national tombèrent. La ville fut bombardée par l'artillerie (4 000 obus) et même par des zeppelins (140 bombes). Quand les Allemands pénétrèrent dans la cité le

1 Cité par Philippe Morel.

10 octobre après reddition, ce fut le maire qui les reçut car l'ensemble de l'armée, une large partie du matériel et des approvisionnements et des civils étaient parvenus à s'enfuir de nuit vers Ostende par la rive gauche de l'Escaut. D'autres civils s'étaient joints aux derniers combattants et avaient gagné massivement les Pays-Bas voisins. Comme à Liège, Namur ou Maubeuge, en France, les forteresses opposées à l'envahisseur avaient une guerre de retard. Malgré les sorties glorieuses fin août pour obliger l'ennemi à reculer ses positions de tir, la chute d'Anvers aurait été écrite dès que les Allemands eurent disposé de leur artillerie lourde en action devant Maubeuge. Mais Anvers obligea les forces allemandes à immobiliser des effectifs dont elles manquaient cruellement pendant la bataille de la Marne. Les Anglais, sous l'autorité du Lord de l'Amirauté, Winston Churchill, avaient dépêché à Anvers un corps expéditionnaire de fusiliers marins. Sa demande de maintenir à tout prix la défense de la ville en promettant l'arrivée de troupes importantes ne fit que faire perdre du temps à l'armée belge pour se regrouper sur une autre ligne de défense.

Anvers allait devenir ce « pistolet allemand braqué sur le cœur de l'Angleterre » que craignaient tant les Anglais. La « course à la mer » des Allemands allait commencer, avec pour objectif de couper les liaisons entre la Grande-Bretagne et ses troupes sur le continent en s'emparant de Dunkerque, Calais et Boulogne.

La perte d'Ostende

Ce fut une armée belge épuisée de troupes disparates qui gagna Ostende, par tous les moyens. Ostende, le dernier port libre de Belgique. Les transports de blessés et du matériel divers continuèrent par train vers Calais ou par mer vers l'Angleterre. À l'annonce du départ du gouvernement pour la France, le matin du 13 octobre, la foule des civils fut prise de panique et poursuivit sa fuite vers la France par tous les moyens, avec Calais pour objectif. En effet, cet exode se fit par le tramway longeant la côte, sur tous les véhicules possibles, à vélo, à pied, voire en barque sur les canaux. Quelques-uns parvinrent encore à gagner l'Angleterre sur les derniers bateaux surchargés.

La bataille de l'Yser

Sur les conseils d'un général français détaché auprès des responsables belges, il avait été envisagé que l'armée belge se replie en

France sur une ligne Calais – Boulogne – Saint-Omer. Par ailleurs, le maréchal Joffre, en cas de recul définitif des Belges, aurait projeté d'inonder le territoire français entre Dunkerque et la frontière, condamnant ainsi l'armée belge à se rendre ou à se faire massacrer sur place. Le Premier ministre Charles de Broqueville, également



Charles de Broqueville assis à son bureau du ministère de la Guerre à Sainte-Adresse.
Coll. Géry de Broqueville

ministre de la Guerre, parvint à faire abandonner ces plans. Obéissant alors à l'ordre donné par le Roi dans une proclamation devenue historique, l'armée profondément marquée par les combats et la retraite s'arc-bouta le 15 octobre le long de la rivière Yser, et derrière le parapet de la ligne de chemin de fer entre Nieupoort et Dixmude. Des fusiliers marins, des tirailleurs sénégalais et deux divisions de territoriaux français auxquels se joindront le 23 octobre d'autres unités françaises, étaient venus en premier les soutenir. La décision d'inonder une grande partie des rives de l'Yser en inversant le fonctionnement des écluses contribua largement, fin octobre, à stopper la course allemande vers Dunkerque et Calais. Au sud de l'Yser, les troupes anglaises bloquèrent le déferlement de troupes allemandes et la « course à la mer » prit fin à l'issue de combats violents.

Vers le 11 novembre 1914, les troupes s'enterrèrent face à face dans des tranchées qui allaient de la mer du Nord à la frontière suisse sur 700 kilomètres. Ce fut le début d'une guerre industrielle où la puissance de feu fut la reine des batailles.

La première bataille de Flandre s'achevait et le manque de munitions se faisait terriblement sentir dans les armées en présence qui s'attendaient, en août 1914, à une guerre de mouvement rapide et décisive.

L'état de l'armée belge à la mi-novembre après la bataille de l'Yser

Quand l'armée s'ancra derrière le parapet de la ligne de chemin de fer Nieupoort-Dixmude pour arrêter ce que la presse appelait la « *furor teutonicus* », elle était dans un bien triste état !

Les combats de Liège à la mi-août, la victoire de Haelen et les sorties de la place d'Anvers, victorieuses mais coûteuses en hommes, début septembre à la veille de la bataille de la Marne, et enfin l'abandon du Réduit national d'Anvers le 10 octobre avaient réduit les effectifs et marqué la troupe. N'oublions pas non plus l'abandon de Bruxelles et la défaite en Wallonie, fin août, lors de la bataille des Frontières aux côtés des forces française et britannique, avec la perte de Charleroi, Namur et Mons.

La fuite vers Ostende ajouta le désordre aux épreuves de ces combattants épuisés. L'Yser serait le dernier rempart avant une retraite générale vers la France. Le Roi le comprit et motiva les troupes pour accomplir ce miracle. Voilà son texte repris par Albert Chatelle dans *L'Effort belge en France pendant la Guerre (1914-1918)*, en 1934 :

« Soldats,

Voilà deux mois et davantage que vous combattez pour la plus juste des causes, pour vos foyers, pour l'indépendance nationale. Vous avez contenu les armées ennemies, subi trois sièges, effectué plusieurs sorties, opéré sans perte une longue retraite par un couloir étroit.

Jusqu'ici vous étiez isolés dans cette lutte immense. Vous vous trouvez maintenant aux côtés des vaillantes armées française et anglaise. Il vous appartient, par la ténacité et la bravoure dont vous avez donné de preuves, de soutenir la réputation de vos armes. Notre honneur national y est engagé.

Soldats,

Envisagez l'avenir avec confiance, luttiez avec courage. Que dans les positions où je vous placerai, vos regards se portent uniquement en avant et considérez comme traître à la Patrie celui qui prononcera le mot de retraite sans que l'ordre formel en soit donné. Le moment est venu, avec l'aide de nos puissants alliés, de chasser du sol de notre chère Patrie l'ennemi qui l'a envahie au mépris des engagements et des droits sacrés d'un peuple libre.

Albert »

L'armée comptait alors environ 80 000 hommes dont 52 000 combattants (fantassins, cavaliers et carabiniers cyclistes), 300 canons de 75 et 150 mm et 200 mitrailleuses. Dès le 21 au soir, les obusiers de 150 étaient à court de munitions, et très vite les canons de 75 durent espacer leurs tirs.

Albert I^{er} fut frappé par l'obstination du commandement français à mener une offensive à Nieuport alors que le centre du dispositif belge était sur le point de céder. Il fallut plusieurs jours pour convaincre Foch de la nécessité d'abandonner son projet initial.

Ce fut enfin la décision belge d'inonder les terres à partir du 25 octobre qui arrêta la pression allemande avec des effectifs cinq fois supérieurs à ceux que Belges et Français pouvaient lui opposer. Le 10 novembre, toutefois, Dixmude tomba mais les Allemands ne parvinrent jamais à franchir la rivière Yser qui traversait la ville.

La bataille de l'Yser a bloqué la course à la mer des Allemands vers Calais. Mais près de 25 000 combattants belges ont été tués, blessés ou portés disparus au cours de cette bataille. L'encadrement avait particulièrement souffert. Certaines unités avaient perdu jusqu'à deux tiers de leurs effectifs. La moitié des canons étaient hors d'usage et les munitions épuisées.

Le gouvernement belge en exil au Havre

Quand le gouvernement belge quitta Bruxelles (pour Anvers) le 18 août, il ne se doutait pas qu'il n'y reviendrait que quatre ans et demi après, avait écrit Maurice des Ombiaux dans l'ouvrage *Nos Héros morts pour la patrie – L'Épopée belge de 1914 à 1918*, édité sous la direction de René Lyr en 1920.

Le Havre et Sainte-Adresse

Il y eut plusieurs raisons qui amenèrent les autorités belges à choisir Le Havre comme lieu d'exil. D'abord parce que les autres offres n'étaient pas envisageables: la première proposition française d'Abbeville, petite ville de l'intérieur et encore très près du front, ou l'anglaise de Saint-Héliier sur l'île de Jersey!

En revanche, Le Havre était un port équidistant de Londres et de Paris, où se trouvaient les deux principaux regroupements de réfugiés, dans des pays en guerre contre l'Allemagne. Par ailleurs, on pouvait également communiquer par ce port avec la colonie belge du Congo.

Il y avait aussi une vieille tradition d'échanges entre les ports du Havre et d'Anvers. Une colonie belge d'environ 600 personnes résidait déjà dans cette ville, où le tramway appartenait d'ailleurs à une compagnie belge.



L'hostellerie
des ministères belges
à Sainte-Adresse.

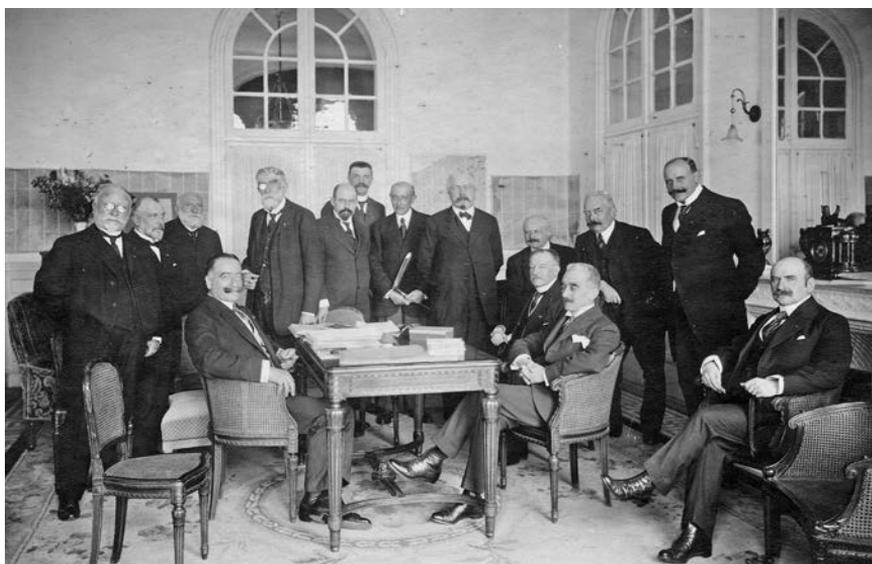
Coll. Isabelle Masson-Loodts

Dès la fin août, les premiers réfugiés belges puis français arrivèrent au Havre. Certains ne furent que de passage mais d'autres s'y installèrent d'autant plus que la victoire de la Marne éloignait les lignes allemandes de leurs refuges. Les réfugiés qui arrivèrent au Havre étaient dans le plus grand dénuement mais le premier problème qui se posa aux autorités locales fut d'abord celui de leur logement, comme dans toute arrivée de migrants. On rechercha chambres, meublés et appartements vides pour y loger ces exilés, moyennant rémunération, mais il fallut bientôt réquisitionner deux écoles, alors qu'on était encore en vacances. Cela étant encore insuffisant, on hébergea des réfugiés sur des navires à quai: le transatlantique France et le Tchad. Après la chute d'Anvers et les combats de la «course à la mer», une nouvelle arrivée de réfugiés au Havre eut lieu à partir de la mi-novembre.

Le point important de l'arrivée de ces réfugiés belges fut la venue de leur gouvernement en exil et son installation à Sainte-Adresse

pour toute la durée du conflit. Il se faisait que, dans l'agglomération du Havre, un entrepreneur parisien, Georges Dufayel, venait d'achever un ensemble immobilier destiné à faire de cette petite ville de Sainte-Adresse un « Nice havrais ». Avec le bâtiment principal de ce Nice-Havrais, siège des ministères, l'Hôtellerie où logèrent les ministres, le Palais des Régates pour les légations, quelques villas libres ou réquisitionnées à des propriétaires allemands, Sainte-Adresse allait accueillir environ 2000 personnes avec tous les ministères et représentations diplomatiques en Belgique.

Le gouvernement en exil au Havre se composait à l'origine de dix membres, tous du Parti catholique : Charles de Broqueville, Premier ministre et ministre de la Guerre puis des Affaires étrangères, Julien Davignon, Affaires étrangères, qui décéda en 1916, Henry Carton de Wiart, Justice, Paul Berryer, Intérieur et en charge des réfugiés, Aloys Van de Vyvère, Finances, Armand Hubert, Travail et Commerce, Joris Helleputte, Travaux publics et Agriculture, Jules Renkin, Colonies, Paul Segers, Chemins de Fer et Marine, Prosper Poullet, Sciences et Arts, plus les ministres d'État, initialement sans portefeuille : Eugène Goblet d'Alviella, Paul Hymans et Émile Vandervelde.



Le gouvernement belge en exil. Assis autour de la table, de gauche à droite : Messieurs de Broqueville, Schollaert, Hymans. Debout de gauche à droite : Messieurs Cooreman, Hubert, Helleputte, Goblet d'Alviella, Vandervelde, Poullet, Beyens, Renkin, Vande Vyvere, Berryer, Carton de Wiart, Segers.

31 Fi 0583, Archives Municipales du Havre

Le 7 octobre, il quittait Anvers sur le steamer *Amsterdam* pour Ostende avec le corps diplomatique. Depuis deux jours, on chargeait sur le bateau les archives et les bagages des officiels.

Le 13 octobre au matin, ce même gouvernement et les représentants diplomatiques quittaient Ostende, sur les malles¹ *Pieter de Coninck* et *Stad Antwerpen*, pour Le Havre où ils débarquaient le soir.

Dès le 10 octobre, Charles de Broqueville avait en effet demandé au gouvernement français d'accueillir le gouvernement belge en exil, ce qui lui fut immédiatement accordé au Havre avec un statut d'extraterritorialité, c'est-à-dire l'inviolabilité des demeures, le droit de correspondre en langage chiffré, l'exemption des lois françaises, une poste particulière et la franchise postale, etc.

Pourquoi ce gouvernement quittait-il la Belgique ? Parce qu'il fallait impérativement qu'il ne tombe pas prisonnier de l'envahisseur, comme l'avait fait d'ailleurs avant lui, en septembre, le gouvernement français en s'installant à Bordeaux car Paris était en danger.

Le Roi et la Reine restèrent sur le territoire belge libre².

Les légations des États-Unis et de l'Espagne, pays neutres, restèrent à Bruxelles. En 1917, l'ambassadeur américain quitta le pays le jour où les États-Unis entrèrent en guerre contre les empires centraux.

Le Roi et la Reine ne vinrent jamais dans la villa qui leur avait été réservée à Sainte-Adresse et demeurèrent sur la côte à La Panne, puis à l'intérieur du pays à Houthem, petit village frontalier du Westhoek belge, malgré les dangers de la proximité du front. Du point de vue constitutionnel, le Roi était le chef des armées. Il voulait donc rester avec ses soldats. Par ailleurs, il ne cessa de s'afficher non comme un allié mais comme le chef d'État d'un pays neutre, envahi par l'un des signataires du traité de Londres de 1839, qui lui avait garanti une neutralité universelle. Par ailleurs, il déplorait la lenteur des Alliés, cosignataires du traité, à venir à son secours au début de l'invasion.

À Sainte-Adresse, Charles de Broqueville s'installa à la Villa Louis XVI, qui faisait fonction de ministère de la Guerre ; mais, le plus souvent, il était à la frontière franco-belge, d'abord à l'Hôtel de Ville

1 Malles : ferries assurant les jonctions maritimes quotidiennes Ostende-Douvres ou Folkestone.

2 La Reine avait conduit le 31 août ses trois enfants d'Anvers en Angleterre chez l'ami du couple royal, Lord Corzon, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, tandis qu'un autre bateau transportait l'or belge à Londres pour le mettre à l'abri.

de Dunkerque puis à Saint-Pierrebroucq et enfin chez un ami, au château de Steenebourg, à Steen près de Bergues, car il faisait la navette entre son gouvernement de Sainte-Adresse et le Roi à La Panne (ou à Houthem). En 1914, le Grand Quartier Général (GQG) belge se déplaça de Bruxelles à Louvain, puis à Anvers. Le 6 septembre, les postes des responsables du GQG, occupés par les généraux Selliers de Moranville et son adjoint, furent supprimés. La responsabilité fut placée directement sous l'autorité du ministre de la Guerre, assisté par le lieutenant-colonel Wielemans. Le commandement s'installa ensuite à Ostende puis à Nieuport et à La Panne le 14 octobre. Il regroupait le Roi, le ministre de la Guerre, l'état-major et les missions militaires alliées.

Actions du gouvernement pour l'armée pendant la bataille de l'Yser

Un grave problème s'était tout de suite posé au gouvernement belge quand l'armée arriva à Ostende après avoir quitté de nuit Anvers sur le point de tomber : celui du ravitaillement des troupes en matériel et en munitions, sans parler évidemment des effectifs. On a vu que, très rapidement, l'artillerie fut à court d'obus.

Dès le mois d'août, le ministre de la Guerre acheta au Groupe Schneider du Creusot deux batteries de 155 et douze obusiers de 120, destinés initialement à la Roumanie et à la Grèce, ainsi que leurs chargements d'obus. Puis il s'adressa à l'état-major français pour obtenir 100 000 obus de 75 mm qui aidèrent à tenir sur l'Yser puis, directement auprès de Joffre, pour un ravitaillement quotidien de 2 000 coups de ce même calibre. Un banquier belge, Alfred Loewenstein, s'était rendu personnellement au Portugal pour faire avancer un contrat d'achat d'artillerie. Il assista même à l'embarquement du matériel avec son approvisionnement d'obus et s'assura du départ du cargo.

La récupération du matériel et de l'intendance du camp fortifié d'Anvers préoccupa également le Premier ministre. Dix wagons de munitions sauvées de Zeebrugge furent tirés par sept locomotives vers Nieuport. Dans les gares belges, écrit Albert Chatelle, « deux locomotives sont attelées à chaque convoi, le nombre des wagons est doublé et trente trains s'en vont ainsi de Bruges par exemple représentant une longueur de cinq kilomètres ». Deux navires arrivaient en rade de Calais le 14 octobre avec du matériel de guerre et...

des réfugiés. Le 17, ce furent 12 000 soldats chargés sur cinq navires qui arrivèrent à Calais de Dunkerque, sans doute des soldats belges transportés d'Ostende en Angleterre à la chute de la ville et ramenés sur le continent à Dunkerque. Le matériel et les approvisionnements chargés à la hâte sur des navires à Anvers, à Ostende ou sur des wagons et qui attendaient en fait à Calais le résultat de la bataille de l'Yser commencèrent à être déchargés et stockés à terre dès la fin octobre. Une unité de déchargement fut créée à cet effet avec des réfugiés et des soldats des dépôts.

La première base militaire de Calais

Dès son arrivée à La Panne, le GQG décida vers le 15 octobre du transfert de la base de ravitaillement en France et les autorités françaises lui affectèrent le port de Calais.

C'est là que débarqueront les premiers groupes de soldats échappés d'Ostende, les premiers cargos et trains chargés de matériel et d'approvisionnement ainsi que « des bandes de fugitifs¹ civils ». Mais le 15 avril 1915, les autorités françaises attribuèrent Calais à l'armée anglaise et Gravelines et ses environs à l'armée belge dans le cadre d'une nouvelle répartition des surfaces. Avec la constitution de ce grand parc de ravitaillement et de ses annexes se réalisa l'une des grandes phases de l'effort de guerre belge en France.

Le parc d'artillerie et de matériel, créé en août 1914 à Anvers, fut donc successivement transféré à Zeebrugge, puis à Calais et enfin à Gravelines à la mi-octobre. On y construisit des hangars, des baraquements et des voies ferrées et on combla des fossés des fortifications de Vauban pour créer des stockages. On se servit aussi des magasins à poudres de cette époque pour stocker des obus. Rapidement, un second dépôt de munitions fut créé à Loon-Plage.

On entreposa aussi dans ces vastes camps du matériel pour équiper les tranchées et les abris du front : des sacs de terre, des tôles ondulées, du fil de fer barbelé avec les systèmes de fixation et des mètres cubes de bois débités en poutrelles et madriers qui seront transformés en piquets, caillebotis et traverses de chemin de fer. L'essence aussi transita par Gravelines. 40 000 litres furent envoyés chaque jour en Belgique. Une usine de ciment et l'exploitation de

¹ Parmi les appellations données aux réfugiés belges, celle de « fugitif » fut aussi employée car c'était la traduction littérale du mot flamand *vluchteling*.

sablières complétèrent la diversité des matériaux disponibles pour le front. Plus de 2 500 soldats assurèrent les manutentions, les transformations et le gardiennage militaire des entrepôts.

Enfin, les services de l'Intendance s'implantèrent à Gravelines et à Bourbourg, plus à l'intérieur des terres. La création de boulangeries industrielles fournit rapidement les deux tiers des rations journalières exigées par l'armée en partant d'un blé acheté par bateaux en Amérique. L'avoine pour les chevaux vint aussi d'Amérique mais la guerre sous-marine obligea de passer par l'Angleterre, très exigeante en matière de paiement. On verra plus loin la multiplicité des activités d'intendance de ce parc de Gravelines-Bourbourg.

La Belgique, dans ce chaos, avait sauvé sa marine et une large part de son matériel ferroviaire. Le Premier ministre avait commencé sa carrière politique au gouvernement comme ministre des Chemins de fer, de la Poste et du Télégraphe et il en connaissait l'importance et les modes de fonctionnement. Les bateaux avaient gagné le large à l'approche des armées allemandes, « comme par enchantement ». Quelques vieux rafiots restaient encore dans le port d'Ostende. Des pêcheurs belges parvinrent à fuir avec leurs embarcations et des péniches, et à gagner les canaux français ou hollandais. Des locomotives et des wagons qui transportaient armements, munitions et approvisionnements sur des voies souvent uniques atteignirent Dunkerque ou Calais comme d'autres l'avaient fait en août à Paris pendant la bataille des Frontières. 1 900 locomotives et 11 400 wagons de marchandises plus 1 800 de voyageurs réussirent à quitter le pays en cours d'invasion. Un quart seulement des locomotives tombèrent aux mains de l'ennemi. Des milliers de cheminots accompagnaient ce matériel roulant. Les plus valides constituèrent un bataillon de chemin de fer pour assurer l'approvisionnement du front en Flandre.

Les autres agents furent mis à la disposition des compagnies françaises et anglaises pour remplacer le personnel mobilisé. On rassembla une part du matériel pour révision et réparation à Oissel, sur la ligne Paris-Le Havre où l'on créa, sur 50 hectares, un centre ferroviaire qui compta jusqu'à 1 500 ouvriers réfugiés. Quand les Américains débarquèrent en 1917 à Saint-Nazaire et au Havre, la Belgique leur offrit 600 machines. Ce geste était destiné à remercier les États-Unis de leur aide au début du conflit et de leur implication dans l'approvisionnement de la « Belgique du Dedans » en nourriture, charbon et autres denrées vitales dans la cadre de la *Commission for Relief in Belgium*, créée par le futur président américain Herbert Hoover.

Le baron Édouard Empain, grand entrepreneur belge, possédait de nombreuses entreprises en France, dont des compagnies de tramway et des participations dans le métro parisien. Il fut nommé, en 1914, à la tête d'une commission d'achat et s'impliqua en particulier dans les transports ferrés belges réfugiés en France, mais aussi, dès 1916, dans le matériel objectivement nécessaire à la reconstruction du réseau en Belgique, au lendemain du conflit. Il fut nommé colonel au début du conflit puis général et enfin aide de camp du Roi en 1917.

Le problème des effectifs de l'armée belge au lendemain de la bataille de l'Yser

L'armée belge s'était retrouvée affaiblie sur l'Yser après deux mois et demi de combats à armes inégales et de retraite continue face au rouleau compresseur allemand.



Le Général Baron Empain.
Wikimedia Commons

La première priorité de Charles de Broqueville, ministre de la Guerre, et de ses collaborateurs fut de trouver du matériel, des munitions, des vivres et tout le nécessaire à une armée combattante épuisée qui manquait de tout. D'autant plus qu'elle allait avoir à faire face à un assaut capital des forces allemandes qui voulaient s'emparer des ports français du Nord et du Pas-de-Calais pour couper l'approvisionnement des armées britanniques sur le continent.

La seconde mission fut de recruter des hommes pour combler les pertes de ces combats.

Pour ces deux missions, le ministère belge de la Guerre était coupé de la quasi-totalité de son pays, de son industrie et de la majorité de sa population.

Quand la guerre éclata, la loi militaire de 1913 n'avait pu encore porter ses fruits et l'armée était en pleine réorganisation. On appela cette loi militaire la loi Broqueville tant le Premier ministre et ministre de la Guerre s'y était investi. Il avait parfaitement compris que l'inévitable règlement de comptes entre la France et l'Allemagne entraînerait automatiquement l'implication de la Belgique.

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	5
I La refonte de l'armée belge et la création du complexe militaro-industriel du Havre	7
Le point des combats en Belgique à la mi-novembre 1914	7
L'état de l'armée belge à la mi-novembre après la bataille de l'Yser	10
Le gouvernement belge en exil au Havre	11
Actions du gouvernement pour l'armée pendant la bataille de l'Yser	15
La première base militaire de Calais	16
Le problème des effectifs de l'armée belge au lendemain de la bataille de l'Yser	18
La création du Complexe militaro-industriel du Havre	23
La base du Havre avant la décision royale du 16 août 1915	26
L'explosion de la Poudrière de Gravelle	28
Réactions immédiates des autorités à la catastrophe de Gravelle	30
Les composantes du complexe militaro-industriel du Havre après la catastrophe	30
Lieu de mémoire	43
II Les réfugiés belges de la région de Thy-le-château, en France, à Bonnières-sur-Seine et Bennecourt de 1914 à 1918	45
Monsieur Louis Piret	46
L'abbé Bonjean	47
Les usines de guerre de Bonnières-sur-Seine	49
Les soins de santé pour adultes et nourrissons	51

Les écoles belges à Bonnières	52
L'église de Bennecourt	53
La société de secours mutuels	56
L'œuvre en faveur des prisonniers et des soldats du front	56
Le dépôt de meubles	57
L'ouvroir	57
La Conférence Saint-Vincent-de-Paul	57
Le Cercle des familles belges	57
Le restaurant économique et le home pour soldats permissionnaires	58
Le service de réparation de chaussures et le tailleur	58
Les sports et les loisirs	58
<i>Le Journal des Métallurgistes belges de Bonnières et environs</i>	58
Le caveau des Belges à Bennecourt	60
L'armistice du 11 novembre 1918 et le retour au pays	61
Thy-le-Château pendant la Grande Guerre	62
III Les services de l'intendance en exil en France	67
Anvers, le Réduit national	67
L'année 1914	68
L'année 1915	72
L'année 1916	80
L'année 1917	80
L'année 1918	81
Une histoire qui reste à écrire	81
IV Des moulins à vent aux moulins à eau	
Les paysans flamands de la Durdent accueillent des réfugiés belges du Westhoek	83
De vieux liens entre Moorslede-Dadizele et Cany-Barville	84
La situation dans le Pays de Caux	85
La situation de Moorslede, Slyps-Kapelle et Dadizele	87
Des fermiers belges dans le Pays de Caux au début du xx ^e siècle	89
Conséquences	92
Août 1914, les Belges de la Durdent apprennent l'invasion allemande en Belgique	93
Une générosité qui se structure	97
Les Belges du canton de Cany-Barville répondent aux besoins de leurs pays	98

Le lin	100
L'enseignement	104
Ainsi passent les années d'exil	106
Ce que sont devenus les Belges du canton de Cany-Barville	109
La déception du retour	110
Tout est à recommencer. L'heure d'un choix s'impose	112
Entre ruines et solitude	112
Saisir l'opportunité	113
D'autres perspectives	114
1921, les Belges dans le canton de Cany-Barville	115
Le clan des Belges	117
Faire souche	117
Un nouveau souffle dans le domaine agricole	120
Le jumelage en 2011 ou les liens Flandre-Normandie	121
V Les enfants belges réfugiés en France	
Les colonies scolaires belges en France (1915-1919)	125
Attitude du gouvernement belge en exil vis-à-vis de ses réfugiés	126
La création des colonies scolaires belges en France	128
Importance des colonies scolaires	129
Les colonies scolaires en Seine-Inférieure (Seine-Maritime aujourd'hui)	130
Les colonies scolaires du canton de Yerville dans le Pays de Caux et plus particulièrement de Criquetôt-sur-Ouville	131
VI D'Ypres à La Chartreuse De Neuville-sous-Montreuil, L'histoire tragique des « réfugiés obligés », malades de la typhoïde	139
Naissance de l'hôpital anglais de La Malassise à Saint-Omer	139
L'hôpital belge de Neuville-sous-Montreuil	144
Le calvaire de la famille Mesdom	151
Le quotidien des malades belges à l'hôpital anglais de La Malassise	159
Combien de malades décédèrent à La Malassise ?	163
L'autopsie des victimes de la typhoïde à l'hôpital Élisabeth de Poperinge	164
Des mesures prophylactiques inédites	167

VII Ce que nous racontent les traces des exilés civils belges de 14-18 en France	171
Le paysage, vecteur de mémoire	171
Traces d'exil	173
Le « cimetièrre fantôme » de La Chartreuse de Neuville-sous-Montreuil	177
Quand la Belgique de l'Intérieur oublie celle de l'Extérieur	187
Les dangers de l'instrumentalisation de l'histoire	189
L'accueil des réfugiés, puissant révélateur de l'engagement social	189
La solidarité à l'épreuve de la guerre	191
Le réfugié, miroir de nos peurs	192
VIII Les évacués français en Belgique	
Le cas des provinces de Namur et de Liège	193
La « nécessité » d'évacuer	193
Le départ en exil	197
L'urgence du logement	200
Les difficultés liées au ravitaillement...	203
La scolarisation des enfants	206
Une cohabitation en demi-teinte	207
Le rôle non négligeable du clergé...	209
L'organisation des rapatriements	213
Les évacuations, une problématique à approfondir	215
Sources par chapitre	217
Biographies des auteurs	223
Remerciements	227